

Madame la conseillère fédérale, Simonetta Sommaruga

Nous nous permettons, par la présente, de nous adresser à vous, afin d'établir un dialogue avec la plus haute instance politique en charge de la question migratoire. Nous, Jean-Dutoit, un collectif composé de migrants et de citoyens suisses se sentant solidaires, nous nous organisons, depuis plus d'une année, pour lutter contre une situation intolérable. C'est dans ce but que nous occupons actuellement une maison située à l'avenue de Chailly 64, à Lausanne. Ce bâtiment était vide. Il est voué à la destruction et nous souhaitons y rester jusqu'au début effectif des travaux que nous ne désirons pas entraver. Malgré le caractère délictueux de cette action, elle a le mérite de pallier à une carence politique et sociale concernant l'hébergement d'urgence et la politique d'asile.

En effet, comme vous êtes certainement au courant, plus de trois cent personnes vivent dans les rues lausannoises. En proie à des persécutions policières et astreints à une précarité économique, ainsi que sociale, ces êtres humains, pour des raisons principalement administratives, n'ont d'autre choix que d'arpenter les rues en quête d'un lieu où y passer la nuit. Cette situation est inacceptable et illustre les répercussions de la politique suisse du droit d'asile. Se masquant derrière les accords Dublin qui, de fait, crée une population dépourvue de statut légal, de droits et amputée de l'opportunité de se réaliser, la Confédération helvétique n'assume pas les responsabilités qui lui incombent. Il nous semble inutile de vous rappeler le passé historique de ce pays, ainsi que l'importance primordiale que représente le droit d'asile. Qui plus est, la situation politico-économique de l'Europe rend caduc ces accords. Le nombre croissant de migrants qui se risquent à traverser la mer méditerranée sature les structures d'accueils existantes dans les pays côtiers, notamment l'Italie et la Grèce, et impose une renégociation de la politique européenne sur la question de l'immigration. Dans ce cadre, la Confédération helvétique se doit de prendre ses responsabilités et d'accroître sa capacité d'accueil, car il est impensable que le statu quo soit maintenu.

Effectivement, les solutions proposées jusqu'à présent à ces migrants, à savoir l'enregistrement auprès du Service de la population et de l'EVAM, ne répondent aucunement à la situation réelle de ces personnes. Tous conscients de la non entrée en matière, en raison de leur statut – des cas Dublin pour la plupart – ces migrants refusent de se rendre dans ces structures, qui de surcroît sont bondées, car cela signifierait leur renvoi.

C'est pourquoi, nous, le collectif Jean-Dutoit, demandons à la Confédération helvétique de ne plus se dédouaner de sa responsabilité. Nous exigeons, premièrement, l'arrêt immédiat des renvois, sous couvert des accords Dublin, et ce jusqu'à l'adoption d'une résolution européenne adaptée au contexte actuel. Nous dénonçons publiquement l'obsolescence des accords actuellement en vigueur, ainsi que l'immoralité politique qu'ils génèrent. Deuxièmement et afin de pallier à la précarité économiques de ces personnes qui, pour subvenir à leurs besoins vitaux, n'ont d'autre choix que d'exercer une activité professionnelle qui, de fait, est illégale, nous désirons que la Confédération leur accorde des autorisations de travail, même à titre provisoire. Troisièmement, car tout être humain a le droit à une existence digne, nous demandons à la Confédération de mettre à disposition des logements salubres et de soutenir publiquement toutes actions citoyennes allant dans ce sens. Nous voulons également que la Confédération harmonise la législation sur le camping sauvage et qu'elle abolisse toute loi l'interdisant, prétexte dont la police se sert pour arrêter des gens vivant déjà dans une situation inacceptable. Nous demandons finalement l'arrêt de l'immobilisme politique, de la persécution policière et de la discrimination sociale faite à l'encontre des migrants, qui ne sont pas dignes des valeurs que votre organe politique est censé incarner.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous réitérons notre volonté d'ouvrir le dialogue avec vous. Vous pouvez nous joindre par mail à l'adresse suivante : jeandutoit@riseup.net

Meilleures salutations,

Collectif Jean Dutoit